

L'activité subversive d'extrême-gauche en Suisse

Autor(en): **Deonna, Raymond**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizer Monatshefte : Zeitschrift für Politik, Wirtschaft, Kultur**

Band (Jahr): **22 (1942-1943)**

Heft 6

PDF erstellt am: **17.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-158967>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'activité subversive d'extrême-gauche en Suisse.

par **Raymond Deonna.**

I. Introduction

Voici trois ans déjà que l'Europe a vu s'ouvrir les portes du temple de Janus. Et, au fur et à mesure que se prolonge le terrible conflit qui risque d'amener notre continent à sa destruction, s'accroissent misères, ruines et, surtout, haine et désespoir.

Tout est relatif en ce monde. La situation de notre pays, comparée à celle de la très grande majorité des nations européennes, est encore privilégiée. Du point de vue alimentaire, nous sommes l'un des rares Etats où la consommation de pain soit entièrement libre, où celle du lait soit soumise à des restrictions peu sensibles. Nous sommes l'un des pays où la ration de fromage et de corps gras est la plus élevée, où nombre de produits, tels les pommes de terre et les légumes, sont achetables sans conditions. En outre, l'on peut encore s'y habiller aisément, et les moyens de transport y fonctionnent avec une remarquable régularité. Et, surtout, notre pays, épargné par la guerre, reste maître de ses destinées. Le citoyen y jouit, malgré les restrictions à la liberté individuelle auxquelles il a fallu procéder, particulièrement en matière économique, d'un état d'indépendance personnelle que nous envient presque tous les peuples de l'Europe, asservis et misérables.

Mais le tableau de la situation nationale présente des ombres qui iront inévitablement en s'accroissant. Notre industrie commence à se ressentir des difficultés d'approvisionnement en matières premières. Les usines de textiles, les entreprises de construction sont les plus touchées et se trouvent maintenant déjà devant une inquiétante réduction de stocks; même dans l'industrie des machines, dont on sait l'importance dans notre balance commerciale, les matériaux se font toujours plus rares.

La courbe des prix et celle des salaires continuent aussi leur marche divergente. L'index du coût de la vie était, au début d'août, de 42,5 % supérieur à celui de septembre 1939. Aussi les revendications de tous les milieux de la population en faveur d'une plus grande adaptation des salaires se font-elles chaque jour plus pressantes. Elles mettent dans une situation toujours plus difficile nos autorités, partagées entre la crainte d'engager l'économie nationale dans la « spirale » des prix et des salaires, et celle de troubles sociaux dus au renchérissement. Et puis, il faut bien le dire, la voix du portemonnaie parle souvent plus haut que celle de l'intérêt général. Les

milieux agricoles aimeraient compenser, durant les années de guerre, les pertes qu'ils ont subies avant 1939; les milieux ouvriers, dont la majorité a fait preuve, jusqu'à présent, d'un sens civique indéniable, laissent certains de leurs porte-paroles formuler des demandes excessives. L'on ne peut donc nier que la situation, à cet égard, se soit indiscutablement assombrie, et que les intérêts divergents des divers milieux du pays commencent à s'entrechoquer devant la hausse des prix.

De plus, la Suisse ne peut rester insensible à la lutte idéologique qui se déroule, à côté du fracas des mitrailleuses et des bombes d'avions, à coups de tracts, de journaux et de micros, entre les deux parties en conflit. Car deux conceptions du monde s'affrontent (une troisième, le bolchévisme, agit en silence dans les deux camps) et aucun Suisse conscient du drame qui se joue ne peut rester sourd aux arguments avancés de part et d'autre, arguments d'apparence souvent convaincante ou tout au moins habilement présentés du point de vue psychologique. Cette lutte idéologique se répercute donc, inévitablement, sur l'état d'esprit des citoyens, risquant de faire s'affronter, en deux camps rivaux, ceux qui n'ont pas compris la raison d'être de la Suisse.

Et pourtant, comme le proclamait fortement, le 1^{er} août 1942, à Genève, Monsieur le Conseiller fédéral de Steiger, le salut de notre pays réside dans sa concorde: «Le jour où nous la perdons, nous perdons le droit même de notre existence,» disait-il. Et c'est pourquoi nous devons tout faire pour conserver cette cohésion. Cela n'est possible qu'en dénonçant impitoyablement ceux qui spéculent sur les circonstances pour semer le désordre et tirer un profit de la situation et, en nous efforçant de promouvoir, par la collaboration de tous, une toujours plus grande justice sociale.

Deux catégories de saboteurs organisés cherchent à miner l'édifice national. (Nous ne parlons pas ici des mécontents isolés, qui n'ont pas encore compris, et qui se plaignent, à journée faite, des inconvénients imposés par les circonstances.) Ce sont les groupements d'extrême-droite, qui se rallient à une conception du monde contraire aux principes fondamentaux de l'Etat suisse et les organisations d'extrême-gauche. Contre les uns comme contre les autres, nos autorités sévissent avec vigueur. Les premiers sont incontestablement moins nombreux et, bien que disposant d'appuis importants, ne rencontrent que peu d'encouragement auprès de la population. Les seconds, en revanche, jouissent d'une sympathie infiniment plus étendue, d'une part en raison de leur organisation fort habile, au bénéfice d'années d'expérience subversive, d'autre part à cause d'une incontestable connaissance psychologique et, enfin, parce qu'ils tirent profit de la tournure d'esprit générale du peuple suisse à l'égard des événements.

Un certain nombre de bons citoyens suisses, raisonnables et conservateurs dans la vie de tous les jours, se laissent prendre aux slogans de ces agitateurs (nous en verrons plus loin les lignes générales), évoquant les traditions de liberté du peuple suisse dont les communistes sont censément les dépositaires, relevant la résistance héroïque de l'armée rouge, rendue possible par le régime bolchéviste aux institutions prétendument archi-avancées, ou faisant appel à plus de justice sociale.

Et c'est pourquoi cette propagande, que les événements susceptibles de se produire dans certains pays européens risquent de renforcer considérablement, mérite à notre avis une particulière attention. Nous examinerons tout d'abord son organisation actuelle, puis ses directives, avant d'essayer de porter un jugement sur son importance et les moyens d'y parer.

* * *

II. L'organisation subversive actuelle.

Alors qu'en 1918, à l'issue d'une guerre sanglante, mais qui ne mettait cependant pas en cause, comme celle-ci, les principes mêmes d'une civilisation, il n'existait pas d'organisation communiste proprement dite en Suisse. Toutefois, à cette époque déjà, des troubles, suscités par une poignée de meneurs secondés par une mission étrangère, secouèrent gravement le pays. Aujourd'hui, en revanche, est installée chez nous une organisation communiste particulièrement au point, qui bénéficie de l'expérience révolutionnaire acquise par la III^e Internationale depuis plus de 20 ans.

L'interdiction du Parti Communiste et de ses organismes camouflés a été et demeure utile. Elle n'a cependant pas anéanti l'action de l'extrême-gauche. En effet, conformément au paragraphe 36 des statuts de l'Internationale Communiste *), le parti communiste a dû se préparer de longue date à travailler dans l'ombre de la conspiration.

Si l'Internationale Communiste s'intéresse particulièrement à la Suisse elle le fait, point n'est besoin d'être clairvoyant pour s'en rendre compte, en raison de la situation centrale de notre pays. Le rapport qu'envoyait en 1918 le général Wille aux autorités fédérales pour les renseigner sur les causes et l'évolution de la grève d'alors, soulignait déjà l'importance que revêtait pour les agents révolutionnaire la position de notre pays, environné d'États convulsés par la guerre.

*) «Les partis communistes doivent être prêts à passer dans l'illégalité. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste doit les aider à s'y préparer.»

A la tête du parti se trouve un *secrétaire général*, en la personne du camarade Hofmaier. Celui-ci est assisté d'un *bureau politique*, composé d'un nombre restreint de membres (3 à 5 personnes environ); au-dessous se trouve le *secrétariat national*, composé d'une dizaine de personnes; plus bas, le *comité central* constitué par des représentants de chaque canton; enfin, chaque canton possède une *section cantonale* dirigée par un *secrétariat cantonal*.

Toute l'action effective est menée par les petits groupes intitulés *cellules*. Chaque cellule a un chef, qui fait partie en principe du comité cantonal, et un secrétaire permanent. La cellule se réunit une fois par semaine avec un ordre du jour administratif et politique. C'est d'elle que part l'organisation des vendeurs et des tracts, des agitateurs et du recrutement. Très habilement, les communistes sont sévères quant au recrutement de leurs membres. Seul le candidat répondant à certaines conditions d'ordre moral et psychologique peut entrer dans le parti. Sitôt admis, il est soumis à une éducation disciplinaire et psychologique intensive. Tous ceux qui ont appartenu au parti communiste insistent sur la transformation que subissent les personnes ayant adhéré au parti. Grâce à une éducation constante, à des instructions soigneusement élaborées, à une discipline méthodique, elles deviennent rapidement des exécutants dissimulés et fidèles des ordres reçus. Chaque cellule constitue au fond la cellule nerveuse du parti, difficilement saisissable en raison de sa petite dimension et de son apparence anodine. Aucun membre du parti ne peut, comme dans d'autres organisations politiques, rester passif. Il lui faut devenir un exécutant, ce qui veut dire aussi un espion. Il est, en effet, tenu de surveiller son entourage, de faire des rapports au parti sur la situation économique, politique et financière du milieu dans lequel il travaille. Ses rapports sont transmis d'abord à la section centrale nationale, puis à la section moscovite qui s'occupe des affaires suisses. On comprend maintenant par quelles voies parviennent aux communistes les informations détaillées et précises qu'ils insèrent dans leurs documents.

Depuis que, dans notre pays comme ailleurs, le Parti communiste a subi la rigueur des lois, ses dirigeants ont considéré que l'organisation des cellules était encore trop facilement découvrable et qu'il fallait rendre plus insaisissable encore l'activité des membres du Parti. C'est ainsi qu'ils ont décomposé, depuis quelques années, les cellules en *groupes de 3*, dont l'organisation est clairement décrite dans le petit volume récemment confisqué par la police fédérale lors de perquisitions dans les milieux communistes, et intitulé «Comment se défendre». Cette brochure est un véritable manuel de mouchardage, d'espionnage, qui donne en outre des instructions précises sur le comportement que doit adopter le communiste en cas de poursuites.

judiciaires et policières. Voici comment elle décrit l'organisation des groupes de 3 :

«L'unité d'organisation du Parti est le groupe de 3. *Il est interdit de se réunir à plus de 3 camarades.* Les réunions doivent avoir lieu tantôt au domicile de l'un, tantôt au domicile de l'autre, ou dans les bois et dans les champs, dans les cafés seulement quand on n'y est pas connu. En tout cas, jamais dans un endroit connu de la police comme lieu de réunion. Le lieu de la réunion, la réunion elle-même, ne doivent être connus que des camarades qui y participent. Les réunions doivent être courtes.

Chaque groupe de 3 nomme un responsable qui, si possible, *seul du groupe sera connu du responsable d'atelier ou de quartier, avec qui il assure la liaison.* Il fera des comptes-rendus de l'activité de son groupe aux responsables d'atelier ou de quartier, rapportera les directives à ses deux camarades et dirigera tout le travail du groupe.

Les groupes de 3 sont reliés entre eux par un responsable de quartier ou d'atelier. Ce responsable ne doit être connu, autant que possible, que des responsables des groupes de 3 de son quartier ou de son atelier, qu'il ne doit voir qu'individuellement et des responsables de section, qui lui donnent les directives. Si, comme cela arrive, dans un quartier ou une grande usine, tous les camarades se connaissent, la direction de la section doit essayer de trouver *un ou une camarade inconnu de nom des responsables de groupes* de cette usine, ou de ce quartier, en les prenant dans un autre quartier pour faire la liaison entre eux. *Ce camarade ne sera connu des camarades au-dessous de lui que par un pseudonyme, de telle sorte qu'en cas d'arrestation ou de bavardage d'un responsable de groupe, la chaîne s'arrête à ce camarade inconnu de nom.*

Chaque section est divisée en *quartiers*, de telle façon que chaque responsable de quartier n'ait pas plus de 4 ou 5 responsables de groupes de 3.

De même, chaque région est divisée en *secteurs*, comprenant au maximum 4 ou 5 sections, de telle sorte que la direction régionale n'ait besoin de voir que 4 ou 5 responsables de secteurs pour diriger toute la région. . .

Les directions de région, de secteurs, de sections, et de quartiers, sont composées au maximum de 3 camarades ayant chacun une tâche précise. Un secrétaire général, un responsable aux usines qui assure la liaison avec les principales entreprises, en responsable à la propagande. Chacun d'eux peut avoir un ou deux adjoints, ou des personnes de liaison à sa disposition, *mais ceux-ci ne doivent en aucun cas connaître les deux autres camarades de la direction.*»

Nous avons tenu à donner presque in extenso les instructions communistes relatives à l'organisation clandestine actuelle du parti par groupe de 3. Elles sont significatives de la précision avec laquelle tout le travail illégal est organisé par les sectateurs de la III^e Internationale. On se rend compte des difficultés que doit surmonter la police pour arriver à certains résultats dans sa lutte antisubversive. En effet, l'émiettement du parti est tel, avec un semblable système, que si l'un des membres des groupes de trois est incarcéré, les policiers peuvent à la rigueur arrêter les deux autres adhérents au groupe. Ils auront en revanche toutes les peines du monde à aller plus loin, soit à remonter les maillons de la chaîne, puisque les membres eux-mêmes du groupe ne connaissent pas le responsable du groupe, qui lui, par contre, les connaît.

A côté du parti communiste proprement dit, dont nous avons vu rapidement l'organisation nationale, on trouve *des organismes révolutionnaires à étiquette non-communiste*, qui agissent exactement dans le même sens que la section suisse de la III^e Internationale. Elles sont, à certains égards, plus dangereuses encore que le parti lui-même, d'une part parce qu'elles peuvent agir, pendant un certain temps en tout cas, dans la légalité; d'autre part, parce qu'elles peuvent attirer à elles des personnes qui seraient rebutées par l'adhésion directe au Parti Communiste. Ces organisations sont, en particulier:

a) La *Fédération Socialiste Suisse ou Parti Nicole*, dont seule l'étiquette n'est pas communiste et qui compte un nombre relativement important de membres en Suisse romande, en particulier à Genève. Ceux-ci suivent exactement la politique de l'Internationale Communiste. (Voir plus bas quelques échantillons de leur activité récente.)

b) La *Jeunesse Socialiste Suisse*, expulsée en février 1940 du Parti Socialiste pour son appartenance idéologique à l'Internationale Communiste. La presse a récemment décrit l'essentiel des pamphlets diffusés de cette organisation (p. e. le «le jeune prolétaire», dont le contenu est d'inspiration nettement révolutionnaire).

c) *L'opposition du parti social-démocrate (S.P.O.)*. Il s'est créé il y a un certain temps déjà, au sein du Parti socialiste suisse, un groupe oppositionnel, reprochant aux dirigeants du Parti leur servilité à l'égard du gouvernement fédéral. Cette opposition a été l'un des signataires du manifeste révolutionnaire tiré à 40 000 exemplaires sur les presses clandestines du «Travail» de M. Nicole et confisqué au début de 1942 par la police fédérale.

d) Enfin, on trouve, à côté du Parti communiste proprement dit, une multitude d'*associations auxiliaires à apparence anodine*, tels des cercles de lecture, des clubs d'échecs, des groupements de vacances, des musiques ou des chorales, des ouvriers, dont les buts philanthropiques, artistiques ou sportifs, servent de paravent à l'agitation révolutionnaire. Il serait fastidieux de procéder à l'énumération de ces associations. Mais elles représentent un mode fort astucieux de propagande déguisée et constituent des centres de ralliement à l'aspect anodin.

Deux mots encore sur la *liaison du parti communiste avec l'étranger*. Celle-ci a lieu, grosso modo, de la manière suivante:

Liaison directe par l'intermédiaire des membres du Parti: celle-ci est rendue difficile par la guerre, mais elle subsiste cependant par des moyens détournés et, aussi, par radio. La liaison entre les dirigeants du parti communiste suisse et les chefs de Moscou a lieu par l'intermédiaire du Bureau Politique du parti communiste suisse.

Un autre mode de communication entre les chefs nationaux et les dirigeants internationaux du Komintern a lieu par l'intermédiaire des *hommes de liaison ou plantons*. Ceux-ci sont constitués par des hommes de confiance, placés aux points névralgiques de l'Europe et sur les grandes lignes de communications. Ces hommes de confiance ne sont pas connus des membres du Parti (voir l'analogie, sur le plan international, avec l'organisation clandestine nationale ci-dessus décrite). Ils dépendent directement de Moscou, qui seul connaît le lieu où ils résident. Ainsi, à côté de la hiérarchie officielle, se trouve la doublure des hommes de liaison qui jouent le rôle de surveillants et de courriers. Ces hommes sont munis de faux passeports et réussissent en général à maintenir une certaine communication entre le parti local et l'étranger.

* * *

Cette brève description de l'appareil révolutionnaire d'extrême-gauche montre avec quelle minutie la machine de la révolution est installée dans notre pays. Si, quotidiennement, l'action communiste n'était pas traquée, les agents subversifs pourraient la mettre en marche à la faveur des circonstances intérieures et extérieures et produire des résultats infiniment plus importants qu'ils ne sont eux-mêmes nombreux. Du reste, les révolutions, comme le disait Napoléon, ont toujours été faites par une minorité.

III. Les récentes manifestations de l'activité communiste en Suisse.

La presse quotidienne a donné, ces derniers temps, des renseignements toujours plus fréquents sur les découvertes d'organisations subversives faites par la police dans les différentes villes de Suisse. Toutes ces découvertes confirment l'importance de l'organisation révolutionnaire sise en Suisse et avec quelle persévérance elle exploite les difficultés du moment pour des buts subversifs.

Reprenons les renseignements les plus importants obtenus ces sept derniers mois.

Au début de l'année, on découvrit à *Genève* une imprimerie clandestine éditant le «Travail» de M. Nicole et des appels du Parti communiste. En outre, se constitua à cette époque un «Comité de défense populaire», qui n'était autre que le parti Nicole transformé, à la tête duquel furent placées des personnes ne tombant pas sous le coup des prescriptions d'interdiction édictées contre le parti communiste et ses substituts. Il comprenait de nombreuses sections et organisait des réunions politiques surveillées par la police où des discours proprement staliniens étaient régulièrement prononcés. Le Conseil fédéral interdit cette organisation par un arrêté du 17 avril 1942. A côté du «Travail» clandestin et de la feuille qu'éditait le

comité de défense populaire, circule encore maintenant le journal «L'Étincelle», feuille ronéographiée clandestine réservée aux adhérents du parti Nicole.

Le 5 mars, la police fédérale procéda à l'arrestation d'un certain nombre de *communistes étrangers*, qui étaient sans doute les auteurs des brochures ronéographiées du parti communiste d'un Etat voisin.

Au début de mars, on trouva dans les boîtes aux lettres de la ville de *Berne* un bulletin de propagande prosoviétique intitulé «*Russische Information*». Le 6 mars 1942, la police de *Neuchâtel* découvrit des tracts subversifs qui avaient été imprimés à Genève.

A la même époque, on constata une certaine activité communiste dans les *campes de réfugiés politiques*.

En avril, la police procéda à des perquisitions fructueuses dans les cantons de *Zurich* et de *Thurgovie* et arrêta un certain nombre d'individus, découvrant une centrale communiste camouflée ayant pour siège *Winterthur*. Des menées de même nature étaient découvertes au *Tessin*.

Selon des renseignements contenus dans l'un des numéros de «L'Étincelle» clandestine eut lieu le 5 avril une «*conférence de 110 militants ouvriers*», laquelle devait constituer le pendant de la conférence révolutionnaire de Zimmerwald en septembre 1915. Selon «L'Étincelle», les participants à cette conférence comprenaient des membres de l'ancien Parti communiste suisse, des adhérents à la Fédération socialiste suisse, à l'aile gauche du Parti socialiste suisse, ainsi qu'un certain nombre de «sans-parti». La conférence se préoccupa particulièrement des «arrêtés d'exception» du Conseil fédéral.

A *Zurich*, le «Cartel de la jeunesse ouvrière» déploya une forte activité de propagande à l'occasion du 1^{er} mai. Cette organisation semble constituer un substitut de la Jeunesse Socialiste suisse (voir plus haut). En effet, l'on y retrouve les mêmes éléments. Ce cartel groupe, à côté des membres de la Jeunesse socialiste, les «Faucons rouges» ainsi que les membres de divers groupements de jeunesse. Sa tâche principale consiste à inoculer l'esprit révolutionnaire et l'idéologie de lutte de classe aux jeunes apprentis industriels. A l'occasion des élections zurichoises un pamphlet illégal, intitulé «Le jeune prolétaire», fut distribué par ce cartel, à côté d'autres tracts contenant des menaces révolutionnaires non déguisées.

Le Ministère public fédéral eut bientôt à s'occuper de nouveau de l'activité illégale des communistes de *Winterthur*, qui avaient réorganisé leurs cellules de rues et d'usines. Cette activité se manifestait en partie sous le couvert de clubs d'échecs, de cours de radio et du club touristique «*Edelweiss*», «organisations auxiliaires» dont nous avons souligné plus haut le danger.

Lors de la réunion de ces organisations camouflées, des instructions étaient données sur la manière de faire la propagande, sur la façon de mener une activité conspiratrice et sur la conduite à suivre en cas de perquisitions ou d'arrestations. Les membres des diverses cellules étaient même menacés d'être tués au cas où ils fourniraient des renseignements aux autorités. Des surnoms avaient été introduits, ainsi qu'un code pour l'échange de correspondance. Différentes actions devaient être menées en commun par la jeunesse socialiste et le Parti communiste. De l'été 1941 à mai 1942, *plus de 50 tracts différents* ou journaux avaient été répandus en milliers d'exemplaires. D'autre part, les deux organisations avaient reçu de l'étranger du matériel de propagande communiste et l'avaient répandu. Trois machines à multigraphier et de grands stocks de papier furent saisis par la police. Une machine avait été mise en sécurité dans un magasin de munitions du stand de tir de Winterthur-Wülflingen, pour lequel les coupables s'étaient fait faire une clé.

Le 17 juin, la police fédérale arrêta, en collaboration avec la police cantonale *zurichoise*, les chefs communistes Otto Brunner, Jules Humbert-Droz et Edgar Woog, accusés d'avoir cherché à reconstituer le Parti communiste, donné des cours de tactique communiste, donné des mots d'ordre sur le contenu de tracts et de journaux communistes interdits et d'avoir distribué du matériel de propagande.

Le 26 juin, comparaissaient devant la Cour correctionnelle de *Genève* une série de personnes inculpées d'avoir imprimé et diffusé le «Travail», l'«Etincelle» ou le «Manifeste au peuple suisse», pamphlets de tendance nicoléenne ou communiste. Au cours des débats, on apprit que ces journaux clandestins étaient en partie reproduits au moyen de machines à hectographier, qui étaient transportées régulièrement d'un lieu à l'autre, pour empêcher la police de la découvrir. Neuf accusés furent condamnés à des peines de prison sans ou avec sursis. Peu de temps après, l'avocat des principaux inculpés, le communiste Vincent publiait clandestinement le texte de sa plaidoirie, profession de foi communiste et intitulée «un procès d'opinion». Deux mille exemplaires de cet opuscule furent confisqués par la police.

Prochainement, comparaitront devant la *Cour pénale fédérale* 17 personnages inculpés de menées communistes et de propagande communistes. Les principaux inculpés sont MM. Léon Nicole et Karl Hofmaier. Ils sont accusés d'avoir édité clandestinement un nombre important de feuilles révolutionnaires et d'avoir réorganisé un parti dissous.

Le 19 juillet, le Ministère public de la Confédération communiquait que l'affaire pénale ouverte pour activité interdite contre les chefs communistes arrêtés quelque temps auparavant, avait été remise

à la direction de la justice du canton de *Zurich*. L'enquête ouverte par la police établit que le

«parti communiste poursuit une activité illégale malgré son interdiction et sa dissolution, au moyen de cellules d'entreprises et de quartiers.»

«Les inculpés ont rédigé, déclare plus loin le Ministère public, de nombreux tracts de propagande communiste, les ont répandus dans la rue, distribués dans les boîtes aux lettres, les ont passés ou collés de main à main. Cette activité a été déployée sur la base des instructions générales de la direction centrale du Parti communiste à Zurich, qui a édité en particulier la «Freiheit», les «Russische Informationen», les «Informations Socialistes» et a donné des instructions pour la multiplication de pamphlets et leur diffusion.»

Cette liste est éloquente. Elle pourrait être complétée par de nombreux autres renseignements du même genre. Elle démontre que loin de réduire leur activité, le parti communiste suisse et ses alliés, profitant des circonstances, intensifient leur action avec une fréquence dont il ne faut pas sousestimer la gravité. Et, fait significatif, des organes de presse qui, jusqu'à présent, n'avaient accordé qu'un intérêt relatif au problème de l'activité communiste, commencent à se rendre compte du danger qu'il y a à minimiser l'importance de cette action subversive et mettent en garde leurs lecteurs contre l'habile propagande de l'extrême-gauche.

IV. Les lignes générales de la propagande communiste en Suisse.

Nous avons eu sous les yeux des dizaines et des dizaines de ces documents clandestins dont parlent les communiqués de presse. Il paraît intéressant d'en résumer les slogans principaux. On verra avec quelle astuce et quel sens de la situation les propagandistes de l'extrême gauche exploitent les difficultés économiques du moment, les inquiétudes que ressent chaque citoyen devant les événements et les rancoeurs, grandes et petites, que provoquent inévitablement parmi la population les décisions, arrêtés et ordonnances restreignant, en raison des circonstances, certaines libertés traditionnelles. Pour ne pas allonger, nous ne donnerons qu'un exemple pour chacun de ces slogans.

Un grand nombre des tracts et pamphlets illégaux exploitent à des fins subversives, *les incidents les plus minimes survenus dans les usines et entreprises*. C'est ainsi que, dans la «Freiheit», organe officiel clandestin du Parti communiste, N° de mars 1942, une petite grève ayant éclaté à l'usine des Charmilles de Genève, des revendications formulées par le personnel de l'entremise «Mipsa», l'élection de la commission ouvrière de la fabrique «Rêve» sont autant d'éléments

utilisés par les rédacteurs de cette feuille pour semer la haine et le mécontentement parmi leurs lecteurs, pour leur faire accroire qu'ils sont exploités d'une façon éhontée par des patrons sans scrupules.

Ces mêmes documents mettent en vedette, avec une grande habileté, *les réalisations sociales effectuées en URSS et la résistance de l'armée rouge* due, affirment-ils, au régime qui s'est installé en Russie. C'est ainsi que, dans le numéro clandestin de «Der Funke», de mars 1942, on lit, sous le titre «De la guerre totale à la défaite totale», la phrase significative suivante :

«La perspective de la victoire de l'armée rouge et de la classe ouvrière mondiale est la seule qui sauvera l'humanité de la chute dans un système sauvage de servitude et de barbarie; c'est la seule perspective de progrès, humaine et raisonnable. *C'est pourquoi seule cette perspective sauvera la Suisse et notre liberté.*»

Bref, les propagandistes cherchent à enfermer le citoyen dans le dilemme suivant: *ou fascisme — ou communisme*, alors qu'entre ces deux régimes, il est un système correspondant à nos traditions et à notre structure nationale, qui n'est la copie ni de l'un ni de l'autre.

Dans presque chacun de ces tracts, pamphlets ou volumes illégaux, apparaissent des *comparaisons édifiantes entre les progrès réalisés par l'URSS et les horreurs du fascisme*. Par exemple, dans «Le Travail» clandestin du 25 janvier de cette année, on lit une conversation qu'auraient tenue certains paysans genevois sur la Russie :

«Celui qui offre la tournée a le verbe haut. Il parle de politique internationale et se déclare heureux des succès de la Russie... *Les Russes sauvent l'Europe et sauvent la Suisse!*... Le Russe est un peuple admirable formé de travailleurs et non pas de fainéants, qui a créé, grâce à son système, l'industrie qui aujourd'hui lui permet de résister à Hitler.»

Dans la plupart de ces documents, en retrouve aussi le slogan de l'*anticapitalisme*. Tous les régimes bourgeois ou fascistes ont démontré, déclarent-ils, par le chaos où ils ont précipité le monde, leur incapacité de résoudre les problèmes sociaux, politiques ou économiques. Seul le régime bolchéviste y est parvenu. *Il est intéressant de noter que cette propagande considère comme capitalistes et donc comme devant être abattus, aussi bien les régimes national-socialiste ou fasciste qu'anglo-saxons*. Par exemple, le «Funke» de mars 1942 fait une comparaison entre les buts de guerre des *«impérialistes affamés»* (Allemagne, Italie, Japon), des *«impérialistes repus»* (Grande-Bretagne et Amérique) et ceux de l'Union Soviétique et du prolétariat mondial. Il cherche à prouver que, les démocraties anglo-saxonnes aussi bien que les régimes totalitaires poursuivent, sous des façades différentes, l'exploitation du travailleur et l'assouvissement des visées égoïstes d'une classe dirigeante.

Alors que, dans les documents communistes de l'an dernier, il n'y avait que peu d'*attaques antimilitaristes*, on remarque ces derniers temps des critiques catégoriques contre notre armée. Ainsi, dans «Das Feuer», organe de la Jeunesse socialiste suisse, on trouve un article consacré aux régiments de recrues, dont les communistes «exigent» la suppression.

En outre, toutes les *difficultés du moment sont exploitées contre le gouvernement et les dirigeants des entreprises*. Pour en prendre un exemple, citons la conclusion de la brochure rédigée par M. Léon Nicole à l'occasion du procès qui lui sera intenté en Cour pénale fédérale et intitulée: «Les luttes politiques à Genève», réponse à un acte d'accusation dressé contre Léon Nicole:

«Le peuple se détourne d'un régime qui ne se sent fort qu'après avoir pris la précaution de dépouiller ses adversaire de leurs droits de libres citoyens. Il les terrorise, il les brise et de la sorte il enlève aux plus faibles (qui sont malheureusement trop nombreux) le goût et la volonté de s'occuper de la gestion des affaires publiques. Ainsi s'en va à la dérive la démocratie suisse conquise autrefois de haute lutte par les travailleurs suisses» etc.

Enfin, les documents clandestins que nous avons eus entre les mains incitent les travailleurs suisses à des actes *de sabotage*, dont l'exécution pourrait occasionner de graves difficultés intérieures et extérieures à notre gouvernement. Des citations nombreuses pourraient être faites à ce propos...

En résumé, la propagande communiste en Suisse se concentre sur les points principaux suivants: glorification du régime et de l'armée soviétique, bastions de la liberté en Europe; exploitation des difficultés professionnelles, économiques et psychologiques du citoyen suisse pour le dresser contre ses dirigeants privés ou publics; incitations à la grève et au sabotage, préludes à un état révolutionnaire. Le ton de ces divers manifestes a incontestablement monté et cela se comprend. Plus les difficultés augmentent, plus les fauteurs de troubles prennent espoir et haussent la voix.

V. Conclusion.

Assez nombreux sont, dans notre pays, les citoyens de bonne foi, dont l'attitude générale n'a absolument rien de révolutionnaire, qui vous tiennent le raisonnement suivant: le communisme est un danger imaginaire à l'heure actuelle; le régime bolchéviste a évolué et évolue rapidement en Russie, à la suite des circonstances, qui ont contraint les dirigeants soviétiques à laisser libre cours à certains sentiments étouffés jusque là, tels le patriotisme, l'esprit religieux, le sens de la propriété. Après la guerre, le système politique de l'URSS sera donc un régime spécifiquement slave et non plus basé sur la doctrine internationaliste et révolutionnaire d'un Marx et d'un Lénine.

Personne ne sait quelle sera l'évolution future du régime intérieur de l'URSS, et il faudrait être un Tirésias pour oser faire une prédiction dans ce domaine. Il est possible que la guerre, qui ne laisse jamais, après qu'elle se soit achevée, un régime semblable à ce qu'il était alors qu'elle commençait, fasse évoluer dans un sens patriotique et « bourgeois » la Russie des Soviets. Il est possible aussi que le contraire advienne. Mais une chose, en revanche, est certaine : l'URSS a intérêt, alors qu'elle combat contre le Reich, qui occupe la très grande partie de l'Europe, à susciter la révolution dans le camp de ses ennemis ou de ceux qui aident ces derniers volontairement ou involontairement. Elle a tout avantage à ce que, sur le continent entier, profitant des misères terribles suscitées par la guerre, naissent des troubles venant entraver l'effort ses ennemis. Et puis, il faudrait être aveugle pour affirmer que l'Internationale Communiste a cessé son activité. Nous en avons donné, dans cet article, des preuves pour la Suisse. Il y en aurait tout autant pour l'ensemble des pays européens et même pour les autres.

Nous avons donc, nous Suisses, le devoir d'être vigilants.

Que se passera-t-il dans les mois qui viennent ? Des convulsions soulèveront peut-être des pays voisins. Croit-on qu'elles s'arrêteraient à notre frontière si nous n'étions pas constamment sur nos gardes ? Et, dans notre pays même, croit-on que les agitateurs ne chercheront pas à profiter des circonstances toujours plus difficiles pour réaliser leurs buts de subversion ?

Notre pays évitera le danger révolutionnaire par deux méthodes : l'une, que nous appellerons préventive, l'autre positive. La première consiste, pour les autorités, à poursuivre sans trêve, comme elles l'ont fait jusqu'à présent, les auteurs de troubles organisés avec la méthode que l'on sait, et, pour le public, à soutenir l'action officielle en se rendant compte de son absolue nécessité. La seconde consiste, par la collaboration de tous, à créer un terrain social rendant quasi impossibles les entreprises de subversion. Les pouvoirs publics, l'économie privée, ont déjà effectué de remarquables réalisations sociales, que seuls méconnaissent des démagogues ou des personnes mal informées. S'il serait stupide de dire que chez nous tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, l'on ne peut méconnaître qu'il a déjà été fait bien davantage, pour une meilleure justice sociale, que lors de la dernière guerre. Il faut faire encore plus, en poursuivant la voie déjà ouverte.

Ainsi seulement, nous pourrons maintenir le patrimoine national contre la révolution destructrice qui couve peut-être sous la cendre autour de nous.